



C'est la quatrième fois depuis le mois de novembre que le personnel de la fonction publique descend dans les rues.

Deux mille fonctionnaires se mobilisent contre les économies

Revendications Les syndicats ont organisé une demi-journée de grève jeudi pour dénoncer le gel des mécanismes salariaux, le manque de postes et les coupes budgétaires à venir.

Rachad Armanios Textes
Laurent Guiraud Photos

C'est la quatrième mobilisation de fonctionnaires depuis novembre: environ 2000 manifestants ont défilé dans les Rues-Basses jeudi après-midi, à la suite d'une demi-journée de grève de la fonction publique. Partis de la plaine de Plainpalais, ils ont terminé le parcours à la promenade Saint-Antoine, où l'assemblée du personnel a voté le principe d'une reconduction du mouvement le 7 mai.

Le Grand Conseil se penchera alors sur le nouveau projet de budget 2026.

«C'est bis repetita», a harangué au micro la présidente du Cartel intersyndical, Geneviève Preti, dénonçant le blocage des annuités pour cette année et les trois suivantes, ainsi que le gel de l'indexation. «Cela signifie entre 3,1 et 5,1% de pertes salariales, c'est énorme. Sans compter la suppression du doublement du dernier salaire lors du départ à la retraite.»

Parmi les manifestants, un enfant porte un «avis de recherche» pour retrouver le «pouvoir d'achat».

Jeu de dupes

La colère vise aussi le plan d'économies structurelles que le Conseil d'État doit présenter en juin. Or Geneviève Preti l'assure: «Il y a de l'argent, c'est juste une politique néolibérale pour baisser les impôts des plus riches!»

Président du Syndicat des services publics, Vincent Bircher dénonce un jeu de dupes consistant, depuis cinq ans, à noircir le



Le parascolaire sera à nouveau en grève le 5 mai.

Changement de ton

En amont de la grève, les parents ont été informés via une circulaire, précisant la tenue d'un service d'accueil minimum. Dans ce contexte, «nous vous remercions de prévoir la présence de votre enfant à l'école selon son horaire habituel», soulignait le directeur de l'École obligatoire. Possibilité était toutefois laissée «à titre exceptionnel» de garder son enfant à la maison.

Présidente de la Société pédagogique genevoise, Francesca Marchesini déplore ce ton «antisyndical», comme pour «casser la grève». Selon elle, «il pousse les parents à envoyer leurs enfants en classe comme si c'était un jour d'école normal, alors qu'aucune évaluation ne peut être prévue ni aucun nouveau contenu introduit.»

La syndicaliste dénonce un changement de pratique amorcé déjà lors de la grève du 11 novembre 2025 avec la formule «à titre exceptionnel» qui était apparu pour la première fois. Jusque-là, le choix d'envoyer ou non les enfants à l'école était présenté de façon totalement neutre.

Le DIP s'explique: «Nous avons reformulé ce courrier pour indiquer plus clairement que les écoles restaient ouvertes et que les élèves étaient attendus, afin de réduire le décalage entre le nombre d'élèves absents et le temps de grève effectif du personnel enseignant. Le respect du droit de grève est assuré par la mention que les parents peuvent garder exceptionnellement leur enfant.»

tableau budgétaire pour découvrir des comptes excédentaires: «Le différentiel entre prévisions et résultats est de 5 milliards sur cinq ans.» «N'importe qui serait viré, mais face à une telle incompétence, Nathalie Fontanet est vue comme une sainte», soupire un enseignant.

Au micro, Vincent Bircher prédit que le procédé va se répéter, car les malheurs du monde font le bonheur du négoce des matières premières, donc de Genève: «Le marché du pétrole explose – entendons-nous, c'est de la m... –, mais on nous dit que l'État doit économiser 500 millions à 1 milliard, ce sont des fake news.» Il enchaîne en affirmant que Nathalie Fontanet aurait «rencontré une multinationale qui ne lui a pas demandé de baisser les impôts mais de créer des crèches!»

«Pas d'accueil minimum»

C'est que les grévistes s'inquiètent du manque de postes pour faire face à l'augmentation des besoins et donc d'une baisse des prestations.

Une élève de l'École de Lullin pour jeunes en rupture prend le micro pour dénoncer la décision de fermer ce «filet de sécurité essentiel qui permet à 80% de ses élèves de reprendre un parcours de formation ou d'études».

Le personnel du parascolaire est venu nombreux. Il dénonce des salaires très bas, stagnants depuis trente-cinq ans. Le parascolaire sera à nouveau en grève, le 5 mai. Dans les Rues-Basses, une syndicaliste clame: «Il n'y aura pas d'accueil minimum. Sans le parascolaire, le canton s'arrête!»